

## ***II.4 L'Offre globale élargie***

- l'Offre globale élargie
- l'Offre et le RdM

*L'apport de l'Etat et du RdM ne modifie en rien les commentaires du chapitre I.5. En effet, le décalage temporel mis en évidence entre le revenu généré par la production en cours et son offre issue de la ou des périodes précédentes n'est pas remis en question.*

*Le commerce avec le RdM projette en partie l'Offre intérieure vers l'Extérieur par les exportations, tandis que les importations constituent l'Offre provenant du RdM et venant compléter les prestations/produits offerts sur les marchés indigènes.*

*L'agrégat en question est donc enrichi grâce aux échanges, lesquels augmentent sa diversité au profit des consommateurs. Cependant, toute vertu poussée à l'extrême devient un barbarisme (au sens de Comte-Sponville) vulgaire. Ce danger est initié par les USA qui, sous les oripeaux d'un accord de libre-échange, cherchent à forcer l'entrée de leurs produits ne correspondant pas, et de loin, à nos normes sanitaires.*

## I. L'Offre globale élargie

### I.1 L'Offre de l'Etat

Répetons que l'Etat consomme sa propre production pour une proportion importante de ses activités, d'où une coïncidence en montant et en temps. Une autre part de sa production est vendue pratiquement dans la même période ; à cet égard, pensons aux transports publics par exemple. D'autres services sont soumis à un cycle identique à celui de l'offre des entreprises, pour ne citer que la production de matériel lourd par une régie d'Etat.

Compte tenu du caractère social des prestations fournies, l'offre de base, de nature répétitive, n'est en principe pas immédiatement sensible à la demande ; un certain délai d'adaptation est généralement nécessaire, cela souvent sous la pression des événements. Cette lenteur à réagir provient du fait que l'Etat n'est pas soumis, au même titre que les entreprises, aux facteurs rentabilité et concurrence. Concernant la structure de l'Economie, il est incontestable que l'appareil politique ajoute de la diversité au système, laquelle autorise un plus grand nombre de réponses lors des phases de rééquilibrage.

### II.1 L'Offre et le RdM

Une des composantes de l'Offre globale intérieure est formée des importations qui, en général, sont assurées par de grands distributeurs, que ce soit pour les biens de consommation ou d'équipement. Une telle offre est dissociée du revenu qu'elle a engendré à cause de sa dualité géographique relative à sa formation (l'Extérieur) et à ses marchés intérieurs. Ce fait explique qu'aux importations soit associé un endettement lui correspondant vis-à-vis du RdM.

Par son ouverture, le système économique s'enrichit également en augmentant la diversité des réponses possibles à un désajustement. Relevons à ce propos, et n'hésitons pas à le répéter, que la flexibilité permet, lors de changements, une meilleure adaptation du système lui-même. A l'opposé, une hyperprotection conduit à une rigidification structurelle de ce dernier, donc à une faiblesse que l'Histoire s'est chargée de montrer, à plusieurs reprises, les conséquences désastreuses. En plus de l'avantage de la diversité, les échanges multilatéraux favorisent l'efficacité économique dans le sens des règles suivantes :

*A exporte vers B lorsque le premier pays produit un bien utile pour B, d'une part, avec un ratio **prix/qualité** meilleur que B pourrait obtenir en le fabriquant lui-même, d'autre part.*

*A importe de B un bien dont le rapport **prix/qualité** est supérieur chez B ; de ce fait, le temps passé chez A à la production de ce bien est ainsi libéré, permettant de le consacrer à d'autres activités où A est plus performant.*

Ce critère d'efficacité institue une règle qui généralement se vérifie assez bien dans la réalité. Cependant, elle sera ignorée dans les cas où des considérations jugées plus fortes sont retenues. A ce propos, des décisions politiques privilégiant l'indépendance intérieure justifient à raison le soutien public à un ou plusieurs domaines économiques de production, de recherches ou de défense nationale. En outre, le statut économique d'un pays est aussi susceptible d'entraîner l'obligation de protéger des secteurs sensibles, lesquels serviront plus tard d'appui à l'ensemble de l'Economie. De plus, un Etat en phase de développement et possesseur de matières premières recherchées, peut être contraint d'exporter, même à un prix plus bas que souhaité, à cause de l'impérieux besoin d'équipement à acquérir de l'étranger, payables avec des devises solides.

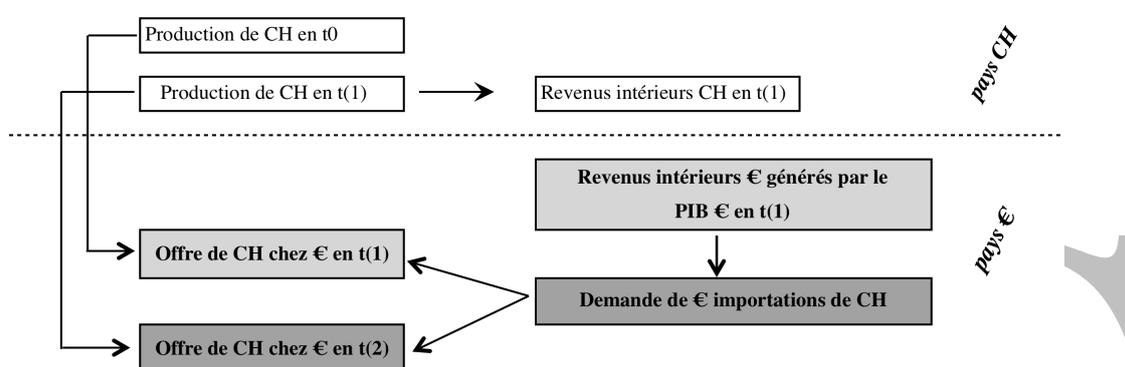
La célèbre démonstration de D. Ricardo au sujet des avantages comparatifs que deux Nations peuvent avoir à commercer n'est donc pas toujours vérifiée dans les faits. Ainsi, les sociétés

multinationales se multipliant, on assiste à une intensification de la mobilité des capitaux et aussi du travail par la délocalisation des sites de production vers des zones avantageuses.

## II.2 Change et échanges

Dès l'instant où deux pays (cas le plus simple) échangent, se pose alors le problème du change entre ces deux unités monétaires. En principe, le taux en question est donné par le pouvoir d'achat comparé, par exemple, entre CHF et € ; mais souvent, ce principe est mis en échec par des causes à caractère purement financier, objectivées, voire fondées sur des anticipations faites par le monde de la finance. Dès lors, le cours du change est déconnecté des mouvements monétaires à base commerciale, faussant alors son adéquation par rapport aux échanges. Le schéma qui suit résume ce qui vient d'être dit à propos de l'offre externe.

Fig. No 1 - L'Offre exportée de CH vers €



Commentaires : Le cycle {production => échanges} n'est pas fermé en l'occurrence. Il existe un décalage temporel, au minimum d'une période, entre la production, les revenus générés, et l'offre. A la différence du schéma intérieur, l'origine des rémunérations servant de support à la demande n'est pas la même que celle de la production. Par exemple, les revenus issus de CH seront dépensés partiellement pour l'achat des importations ( $\Delta$  des actifs) en provenance de €. En contrepartie, la position créancière de € en francs suisses se renforcera. Les flux seront inversés en ce qui concerne les exportations CH  $\rightarrow$  €.

## II.3 Mécanisme stabilisateur

Il existe un mécanisme stabilisateur automatique dont on a déjà parlé précédemment. Il s'agit du taux de change pratiqué entre les deux unités monétaires concernées. Afin de mieux comprendre ces modalités d'ajustement, la fig. No 2 infra servira de support aux explications qui vont suivre.

Fig. No 2 - Modalités d'ajustement

Voir page suivante

Fig. No 2 - Modalités d'ajustement

Montant	CHF	<b>10'000</b>	Euro	<b>25'000</b>
cours €/CHF		<b>1.23518</b>	un € vaut 1.23518 CHF	
cours CHF/€		<b>0.8096</b>	un CHF vaut 0.8096 €	
Dépréciation(+)		<b>10.00%</b>	cours CHF/€ :	
		<b>1.3587</b>	l'€ a augmenté, donc la valeur du CHF a diminué	
		<b>0.736</b>	le CHF a diminué, donc la valeur de l'€ a augmenté	
		0.7360		
<b>Exportations CH</b>				
<u>Effet dépréciation de 10% du CHF</u>				
Valeur export. 10'000 CHF avant				
sa dépréciation (traduit en €)			8'096.0 €	
idem après			7'360.0 €	
Ecart			<b>-736.0</b> plus compétitif	
<b>Importations CH</b>				
<u>Effet dépréciation de 10 % du CHF à l'importation</u>				
Valeur import € 25'000 en CHF				
avant dépréciation du CHF			30'879.5 CHF	
Valeurt import. en CHF après dépréciation			33'967.5 CHF	
Ecart			<b>3'088.0</b> coûte plus	
dépréciation du CHF				
<hr/>				
Appréciation(-)		<b>-10.0%</b>	cours CHF/€	
		<b>1.11166</b>	l'€ a diminué, donc la valeur du CHF a augmenté	
		<b>0.89955</b>	le CHF a augmenté, donc la valeur de l'€ a diminué	
		0.8996		
<b>Exportations CH</b>				
<u>Effet appréciation de 10% du CHF à l'exportation</u>				
Valeur export. 10'000 CHF avant				
son appréciation (traduit en €)			8'096.0 €	
idem après			8'995.5 €	
Ecart			<b>899.6</b> plus chères/moins compétitif	
<b>Importations CH</b>				
<u>Effet appréciation de 10 % du CHF à l'importation</u>				
Valeur import de € 25'000 en CHF				
avant son appréciation			30'879.5 CHF	
Valeurt import. en CHF après son appréciation			27'791.6 CHF	
Ecart			<b>-3'088.0</b> coûte moins	
appréciation du CHF				

Commentaires : Deux scénarios sont présentés : 1/le CHF se déprécie face à l'€, 2/le CHF s'apprécie face à l'€.

- L'impact du cours du change CHF/€ est significatif sur les importations respectivement les exportations du pays CH par rapport à son partenaire €.
- Lorsque le CHF se déprécie par rapport à l'€, on observe que les ventes vers € diminuent de valeur, à cause de l'effet change. Ces dernières sont donc stimulées, tandis que les importations deviennent plus onéreuses.
- Lorsque le CHF s'apprécie face à l'€, le montant des exportations exprimé en € est plus élevé d'où un frein à la sortie des produits/services CH. A l'inverse, les achats de CH en provenance d'€ sont d'un coût moins onéreux.
- L'ajustement est alors le suivant :
  - Exportations CH =>  $\Delta$ CHF face à l'€ ;
  - Importations CH =>  $\nabla$ CHF face à l'€.

Donc si  $Exp_{CH} > Imp_{CH} \Rightarrow \Delta CHF \Rightarrow$  atténue à terme l'excédent de la BalCom;  
 $Exp_{CH} < Imp_{CH} \Rightarrow Dépr. CHF \Rightarrow$  atténue à terme le déficit de la BalCom.

Répondons maintenant à la question (même si la réponse déborde quelque peu du cadre de ce chapitre) : à quelles influences obéit le cours du change dont on vient de parler ?

Au même titre qu'une marchandise, le ratio en question se détermine selon la loi de l'offre et de la demande. En effet, sur le plan purement commercial s'entend, la monnaie d'un pays autre que la sienne est intéressante dans la mesure où cette dernière nous donne des droits d'achat de produits, services, répondant à un besoin de consommation, voire d'investissement. Dès l'instant où la Suisse importe des biens du pays €, le premier devra en payer le prix en monnaie € le plus souvent (à moins que ce dernier ne soit à la recherche de la devise CH). Pour ce faire, CH devra acquérir sur les marchés des devises, soit le montant d'unités € nécessaire pour s'acquitter du prix de vente, en offrant bien sûr sa propre monnaie en contrepartie. Dans ce cas, le pays CH est donc à la fois acheteur de monnaie € et offreur de sa propre monnaie. De ce fait, il est facile de s'imaginer le mouvement de bascule appelé à se produire dans le sens :

- Baisse du prix de la monnaie CHF,
- Hausse de la devise €.

Si on observe la même variante, mais du côté de € cette fois, la situation est succinctement la suivante. Les besoins d'achat en Euro manifestés par la Suisse sur l'ensemble des places financières se concentreront inévitablement et en premier lieu sur le pays €, lequel vendra sa monnaie à un coût de plus en plus élevé tout en achetant les unités monétaires CHF forcément à un prix décroissant, cela au fur et à mesure que son stock de devises étrangères augmentera plus que souhaité. Cette vue simplifiée du marché des changes ne doit cependant pas faire oublier que les interactions entre les devises sont beaucoup plus complexes, dans une zone de volatilité plus ou moins large.

Ce mécanisme de confinement n'est malheureusement pas très résistant et n'assure pas de manière absolue le retour à l'équilibre des échanges. Par exemple, un état de dépendance fort peut exister au niveau des produits énergétiques, des matières premières stratégiques, rendant alors les importations inélastiques au prix. En outre, on le verra plus loin, des mouvements financiers sont aussi susceptibles d'interférer sur le cours du change, modifiant, et parasitant les données commerciales des entreprises concernées, à l'encontre de la logique que l'on vient de décrire.

## ***II.5 La Demande globale élargie***

- la Demande et l'Etat
- la Demande et le RdM
- Structure et valeurs d'équilibre du système
- Notes

*La demande intérieure comprend une part de la production interne enrichie d'une part importée. Cependant, une demande insatiable dans une Economie libre débouche le plus souvent sur un déficit du solde de la BalCom. Une telle situation, si permanente, signifie que la productivité indigène est insuffisante par rapport au RdM.*

J F G

## I. La Demande de l'Etat

L'Etat, du point de vue économique exclusivement, forme une gigantesque administration investie de pouvoirs considérables, conférés par le système politique, ou tout simplement par l'Etat lui-même. En contrepartie, celui-ci est tenu de fournir de nombreuses prestations, essentiellement sous la forme de services à caractère collectif. Le choix et la nature de ces services sont déterminés par l'impératif de sauvegarder la cohésion de la nation, selon le type de gouvernement adopté ou imposé à la population. Ce contrat social génère des besoins et il constitue le support de la demande exprimée par l'Etat, c'est-à-dire son appareil bureaucratique, cela dans les domaines les plus divers, dont il nous paraît inutile d'en faire la description, tant ces derniers font partie de notre vécu de citoyen.

Au même titre que les entreprises, l'Etat doit faire face à des besoins courants à caractère répétitif dont il assume lui-même la production, ou dont il laisse ce soin au secteur privé. Il existe également une demande de remplacement pour le maintien en service de toutes les infrastructures existantes. Par ailleurs, et afin de conserver la qualité de leurs prestations, les services publics s'adaptent à l'évolution des techniques de production et renouvellent les installations obsolètes par des nouveautés offertes sur les marchés. Dans la plupart des cas, l'Etat achète les investissements en question auprès du secteur privé ; il en est de même en ce qui concerne le domaine des bâtiments et autres constructions.

Ainsi, l'administration publique est à l'origine d'une demande en biens de consommation et d'investissements importante, dirigée surtout vers les entreprises ; en outre, en tant qu'employeur, cette dernière utilise de la main-d'œuvre pour un nombre élevé de postes de travail, diversifiés, dont la gamme de qualification est des plus étendue.

L'appareil de l'Etat exerce donc de multiples tâches dans un cadre relativement rigide, parce que peu soumis aux influences conjoncturelles et aux anticipations des agents. De ce fait, le secteur public constitue un excellent stabilisateur lors des phases récessionnaires notamment, de par l'autonomie de son activité. Sous l'impulsion de Keynes, l'Etat s'est vu assigner l'objectif de conduire l'Economie sur le sentier de la croissance, tout en la préservant des effets nocifs d'une inflation trop prononcée. Ce rôle de pilotage est exercé au moyen de divers instruments, lesquels seront analysés dans le chapitre relatif aux ajustements.

Pour terminer, il convient de relever brièvement que le degré d'intégration de l'appareil administratif public dépend des références idéologiques, politiques, économiques dont se réclament les individus ou les partis. En outre, ces dernières références sont très souvent déterminées par la phase de développement à laquelle est confronté le pays concerné. En effet, la structure du système ne sera pas identique en période de décollage économique, ou dans le cadre d'une société de consommation.

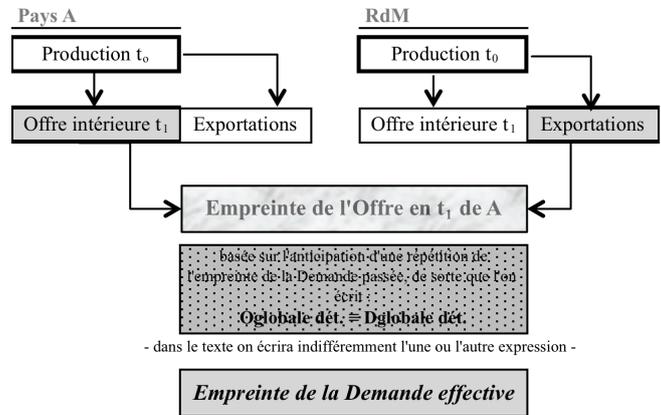
Dans le contexte de ses fonctions, l'Etat est bien entendu autorisé à prélever des impôts, taxes et diverses redevances, lesquels constituent ses revenus sur la base desquels il ajustera ses dépenses, dans le meilleur des cas, ou, autre comportement assez répandu, il adaptera les recettes aux dépenses, choisissant ainsi la facilité. Tout le problème de la fiscalité, de son rôle social, de ses limites n'est pas traité sous ce chapitre, comme d'ailleurs l'ensemble des théories relatives à l'Etat, exposées dans de nombreux ouvrages faisant référence en la matière.

## II. La Demande et le RdM

Sous le couvert des importations s'exprime la demande des consommateurs pour des biens d'équipements ou encore pour des services, en provenance du RdM. Précisons que cette fonction s'intègre pour partie à la demande intérieure du pays, tandis qu'une autre partie est réexportée après transformations. Les importations manifestent une élasticité différente selon la nature du produit. Par exemple, des matières premières stratégiques, des articles *high tech* provenant de l'étranger présentent généralement une rigidité élevée par rapport au prix (demande inélastique<sup>1</sup>). Par contre, pour tous les

biens au cycle de vie à maturité, voire en déclin, la demande reste très sensible, signe d'un marché très concurrenté.

En système ouvert, le même principe : l'Offre anticipe la Demande est conservé, toutefois, selon un schéma plus complexe :



La structure des Demandes effectives sectorielles doit donc s'approcher de l'empreinte d'équilibre formée précédemment. Il suffit que les valeurs effectives des échanges soient différentes de celles d'équilibre pour que le système se trouve en situation d'ajustements contraints au niveau de la Demande, de l'Offre ou des deux à la fois.

### III. Structure et valeurs d'équilibre

Compte tenu de la relation d'interdépendance qui caractérise les fonctions économiques d'un pays, il est évident que la structure du système exercera une influence forte sur ses valeurs d'équilibres. Afin d'illustrer ce propos, considérons les matrices R/C suivantes correspondant à divers états du modèle et de son empreinte.

Fig. No 1 - Déficit budgétaire et équilibre avec le RdM

Matrice R/C - valeurs d'équilibre des variables - empreinte de l'Offre									
	R(mén)	R(Ei)	R(état)	Compte sécu soc.	Stock +/- RduMonde	offre intérieure	Export.	Import.	PIBglob.
PIB(mén)	138'924				0	<b>138'924</b>	18'688	18'688	<b>138'924</b>
PIB(I)		30'429	23'942		0	<b>54'371</b>	11'215	11'215	<b>54'371</b>
PIB(état)			31'130		0	<b>31'130</b>	0	0	<b>31'130</b>
RnonD	6'257	867	0	4'777		11'901			
Impôts	18'114	8'956	-27'070				OdeFP = Fr	11'901	
Pa ch.soc.	38'000	0		-38'000			DdeFP = Fr	-11'901	
Prél. ch. soc.	-19'613	-23'164		42'777					
acte[E-]		0	-11'901	0		-11'901			
BalCom	0	0	0		RdM	0			
<b>Total</b>	<b>144'908</b>	<b>40'252</b>	<b>16'101</b>	<b>23'164</b>	<b>0</b>	<b>224'425</b>	29'902	29'902	<b>224'425</b>

Valeurs d'équilibre des variables :

Alpha(c) = 0.9569	T(fisc)mén = 0.1250	Bêta(m) = 0.6457	Timp(I) = 0.3686	Egalité base : <b>1.0000</b>
Alpha(I)' = 0.9723	Timp(m) = 0.1345	Bêta(I) = 0.1794	Texp(I) = 0.3686	Tdéficit publ.: <b>-5.3%</b>
Alpha(état) = 1.2757	Texp(m) = 0.1345	Bêta(état) = 0.0717	Timp(P) = 0.0000	Texcéd. Ssoc : <b>11.2%</b>
Alpha(Ss) = 0.0000	Bêta Ss = 0.1032	T(fisc)Ei = 0.2225	Texp(P) = 0.0000	RdM : <b>0.0%</b>

Commentaires :

- L'Etat présente un déficit public de Fr. 11'901 dont on pourrait en déduire l'excédent du compte social. Toutefois, la bonne gouvernance exige que cet excédent reste bien séparé des comptes financiers de l'Etat. A  $\alpha_e = 1,276$  correspond un taux d'endettement de 5,3 %, ce qui est excessif en regard des normes de l'UE.
- La propension  $\alpha_c = 0,957$  est relativement élevée, alors que  $\alpha_I = 0,972$  n'est pas contraignant.
- La TVA s'établit à 7,17%, ratio qui n'a pas de caractère confiscatoire.



Fig. No 3 - les flux de fonds

Utilisation de fonds	=	Source de fonds	Conditions	Commentaires
RnonD	=	$S_m + I_{(+)} + G_{(+)} + BC_{\text{déf}}$	(a)	a) Une telle situation amènerait à un blocage des échanges,
$I_{(-)}$	=	$S_m + G_{(+)} + BC_{\text{déf}}$	(b)	par le simple fait que le RnonD ne serait alors pas recyclé.
$I_{(-)} + G_{(-)}$	=	$S_m + BC_{\text{déf}}$	(c)	b) la totalité de l'acte {E-} est financée par les autres agents
$I_{(-)} + G_{(-)} + S_{m(-)}$	=	$BC_{\text{déf}}$	(d)	y compris le RdM.
$BC_{\text{exc}}$	=	$S_m + G_{(+)} + I_{(+)}$	1	c) En l'occurrence, si $S_m = I_{(-)}$ , alors $BC_{\text{déf}} = G_{(-)}$ , ou si $S_m = G_{(-)}$ ,
$BC_{\text{exc}} + G_{(-)}$	=	$S_m + I_{(+)}$	2	alors $BC_{\text{déf}} = I_{(-)}$ .
$BC_{\text{exc}} + G_{(-)} + I_{(-)}$	=	$S_m$	3	d) le RdM finance en totalité les besoins de l'acte {E-}.

- 1) La totalité de la BalCom est financée par l'épargne intérieure.
- 2) l'Etat et le RdM sont financés par l'épargne intérieure.
- 3) l'Epargne des ménages supporte seule les besoins de financement des autres agents.

Ces égalités montrent qu'à partir du moment où se forment des RnonD intérieurs et extérieurs, en parallèle se constitueront alors des besoins d'emprunts, respectivement de désépargne. Cette symétrie est obligée à cause de l'égalité de base = 1, soit l'attracteur du système économique vers lequel il tend. En réalité, les mouvements de fonds sont beaucoup plus complexes que les équations précitées, sans remettre en cause leur pertinence (voir la fig. No 1 Chap.I.10). S'ajustent aussi les flux monétaires non visibles, supports du fonds de roulement des entreprises. Les besoins en question ne sont pas anodins, puisqu'ils facilitent les échanges (ils évitent le troc) d'une part, et ils contribuent au financement de la croissance de la production, d'autre part.

Beaucoup d'économistes estiment indispensable de conserver les équilibres de base du système, à savoir l'équilibre des comptes publics et celui relatif aux échanges avec le RdM. Cette discipline stricte est toutefois combattue par une poignée de spécialistes reprochant notamment une trop grande rigueur quant à l'application des mesures d'ajustements en découlant. Les exemples cités plus haut montrent cependant clairement que les situations de déficits restreignent fortement les capacités de réponse du système, par une élévation des propensions à consommer, respectivement investir, et un recours accru aux marchés financiers. Dès l'instant où ce contexte s'installe pour devenir structurel, il y a lieu de considérer cet état de fait comme étant préoccupant, d'autant plus qu'il est difficile à corriger par la suite.

## *Note*

---

<sup>1</sup> Un pays désireux de conquérir son indépendance économique doit passer tout d'abord par une phase d'équipement et de formation pour réussir ensuite son décollage. Durant cette phase, celui-ci est dépendant de son ou ses partenaires économiques, raison pour laquelle il recherchera, en parallèle, de conclure des accords de coopération. La Suisse, pays développé mais pauvre en pétrole, est dépendante de ce marché international et sans possibilité de l'influencer.

J F G

## ***II.6 L'équilibre des échanges***

- L'équilibre naturel
- L'équilibre contraint ou forcé
- Continuité de l'équilibre des échanges

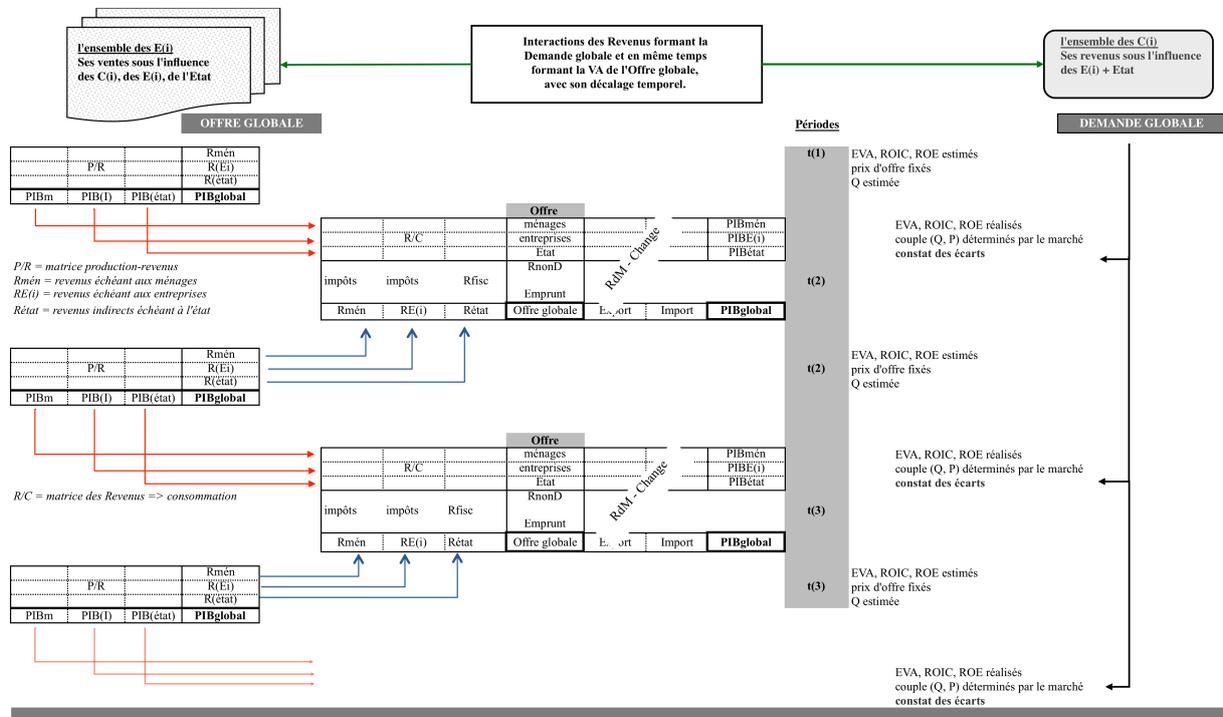
*Lorsqu'on parle d'équilibre des échanges, il convient de rappeler le fait qu'il existe deux états, c'est-à-dire :*

- ***L'équilibre naturel*** : soit le contexte dans lequel les transactions confirment les valeurs d'équilibre déjà fixées au moment où la production est mise sur les marchés, pour être offerte.
- ***L'équilibre contraint (ou forcé)*** : soit la situation dans laquelle les échanges infirment les valeurs d'équilibre en question, obligeant à des correctifs de plus ou moins grande ampleur acceptés tacitement ou imposés.

### I. L'équilibre naturel

Le cycle : Production => Revenus => échanges a déjà fait l'objet d'une représentation au chapitre No I.6 fig. No 1, mais en système fermé. Si ouvert, le cycle est alors le suivant :

Fig. No 1 - Le cycle économique



#### I.1 Equilibre naturel des échanges

Pour la compréhension de cette section, il est recommandé au lecteur de garder toujours présent à l'esprit que dès le moment où la matrice R/C est formée, ses valeurs d'équilibre le sont également. En d'autres termes, l'Offre présente alors une empreinte à laquelle doit correspondre la Demande globale effective pour la conservation de l'équilibre naturel du système.

La fig. No 2 infra servira de référence aux explications qui vont suivre.

Fig. No 2 - Matrice R/C de référence

Matrice R/C en t(1,2)

	R(mén)	R(Ei)	R(état)	var.iat. Stocks	Offre globale	Export.	Import.	PIBglob.
PIB(mén)	210'000			0	210'000	70'000	80'000	200'000
PIB(I)		70'000	5'000	0	75'000	20'000	25'000	70'000
PIB(état)			65'000	0	65'000	0	0	65'000
RnonD	12'500	0	0		12'500			
Impôts	27'500	17'500	-45'000					
acte[E-]		-17'500	-10'000					
BalCom				RdM ↔	15'000			
Total	250'000	70'000	15'000	15'000	350'000	90'000	105'000	335'000

OdeFP = Fr 27'500 DdeFP = Fr -27'500  
Ecart = Fr 0

Fig. No 2a - Variables d'équilibre de la matrice supra

Alpha(c) = 0.943820	Bêta(m) = 0.746269		
Alpha(l) = 1.333334	Bêta(l) = 0.208955	Tdéficit public	<b>3.0%</b>
Alpha(état) = 1.166667	Bêta(état) = 0.044776	Tdéficit BalCom	<b>4.5%</b>
T(fisc)mén = 0.110000	T(fisc)Ei = 0.250000		
Timp(m) = 0.380952	Timp(l) = 0.357143	Timp(e) = 0.000000	Egalité de base :
Texp(m) = 0.350000	Texp(l) = 0.307692	Texp(e) = 0.000000	<b>1.0000</b>

**I.1.1 Secteur « ménages » en équilibre naturel**

La  $D_{mén}$  en biens et services, correspondant à l'Offre, forme l'empreinte ex ante, à laquelle se confrontera la  $D_{mén}$  effective s'exprimant ex post. L'agrégat en question s'écrit :

$$D_{mén,dét,t1} = \alpha_c \beta_m (1 - T f_m) R_{global} t_1$$

On note que cette égalité s'appuie essentiellement sur la variable de comportement  $\alpha_c$  et sur la répartition du Revenu global entre les secteurs. Par ailleurs, la politique d'imposition fiscale a une incidence marquée par son prélèvement sur le revenu disponible des ménages.

En chiffres :  $D_{mén,t(1)} = 0,9438 \times 0,74627 \times (1-0.11) \times 335'000 = \text{Fr } 210'000$

L'Offre de biens et services, à l'intention de ménages, soit le PIB<sub>m</sub>, s'exprime quant à elle par :

$$O_{mén,dét,t1} = D_{mén,dét,t1} \frac{1 - t_{imp(m)}}{1 - t_{exp(m)}}$$

En chiffres :  $O_{mén,t1} = 210'000 \frac{1-0,38095}{1-0,35} = \text{Fr } 200'000$

Cette fonction est dissociée en partie de la  $D_{mén,dét}$  par les exportations et les importations ; ces coefficients sont également fixés au moment des échanges. Les biens importés en  $t_1$  ont fait l'objet d'un appel des importateurs, lesquels ont dû anticiper la  $D_{mén}$  à cause des délais de livraison. Concernant les exportations, ces dernières ont passé la phase de fabrication et généré leurs flux de revenus intérieurs. On constate donc que le cycle {production => échange} prédétermine les deux fonctions.

**I.1.2 Demande effective des ménages**

L'égalité ci-dessus constitue donc la référence que devra atteindre la fonction de demande **effective** des ménages, laquelle est sensible aux facteurs :

- Les **salaires** acquis durant la période t(1,2).
- Les revenus **salariaux attendus** aux périodes futures ; par exemple, une situation de risque de perte d'emploi incitera les personnes concernées à freiner leurs dépenses.
- La pression **fiscale** directe et indirecte et les anticipations faites à son sujet.
- **L'inflation** et les prévisions de hausse des prix ; à cet égard, un climat inflationniste est appelé à provoquer une fuite devant la monnaie, cette dernière perdant sa capacité de différer un achat sans altérer sa substance.
- Les taux des **intérêts**, de même que les prévisions faites par les agents. Ainsi, une hausse des taux aura un impact au premier degré en épongeant une partie du revenu disponible des ménages endettés. A l'inverse, les titulaires d'actifs financiers verront leurs rémunérations augmenter, lesquels seront susceptibles de s'intégrer éventuellement dans les dépenses de consommation.

Au deuxième degré, il est régulièrement observé qu'en période de taux jugés modestes, le crédit est plus abondant dans le cadre d'une politique des banques plus agressive. A l'inverse, lorsque les intérêts marquent une tendance à la hausse, le crédit se raréfie à cause d'une prudence accrue des établissements bancaires.

- Les **actifs** financiers, immobiliers, mobiliers, facilement mobilisables, c'est-à-dire transformables rapidement en monnaies, modifient considérablement le comportement d'achat du titulaire, en desserrant sa contrainte budgétaire. Les papiers-valeurs et les immeubles dont le rendement est fixe sur une longue période subissent une modification de leur valeur, dès l'instant où le loyer de l'argent varie à la hausse ou à la baisse. Les détenteurs d'un tel actif éprouveront donc une variation de leur fortune, parfois conséquente.
- Les **revenus** générés par les **actifs** des ménages et leurs variations participent également à la capacité d'achat de ces derniers.
- L'effet de **groupe** exerce aussi un impact sur les consommateurs, souvent à leur insu. La mode, la publicité sont un facteur de cohésion sociale en favorisant l'identification du consommateur à sa communauté. En outre, le **climat** conjoncturel exerce aussi une influence subjective sur les agents en modifiant leur perception du futur. Ainsi, dans une Economie en croissance, des tensions vont se créer dans la matrice R/C à cause du décalage : Production => échanges.

L'agrégat en question est donc sous l'influence des facteurs dépendants directement du comportement des ménages, et des éléments hors de la sphère directe de ceux-ci, tel l'emploi, la concurrence entre les salariés (emploi et carence de l'offre de biens), l'inflation et les intérêts, la politique fiscale, entre autres. La  $D_{mén}$  est fonction des 9 composants recensés. Le degré d'activation et le seuil de sensibilité de chacun des éléments ne sont bien sûr pas identiques ni constants ; ils varient suivant les circonstances du moment et les anticipations, correctes ou non, faites par les acteurs concernés. A relever que l'analyse économique moderne a recours à l'appareil statistique et mathématique pour déterminer les variables du comportement de consommation des ménages. La complexité d'une telle démarche sort du cadre de cet ouvrage ; à cet égard, le lecteur a la possibilité de se référer à la littérature spécialisée. L'équilibre naturel sera atteint, ou en tout cas approché, dès lors que :

Fig. No 3 - Conditions de l'équilibre naturel, secteur des ménages

Structure	Réalité
$D_{mén}$ en $t_0$ => $O_{mén}$ dét. en $t_1$	$D_{mén}$ eff. en $t_1$ = $O_{mén}$ eff. en $t_1$
	- la fonction $D_{mén}$ devient effective sous l'influence des 9 facteurs vus plus haut
	- la fonction $O_{mén}$ devient effective sous l'influence de : . effet change (variable rapide) . effet prix (variable rapide) . effet volume (variable plus lente)

### I.1.3 L'Offre effective aux ménages

Rappelons que dans un contexte ouvert, l'offre est composée en partie d'importations. Il suffit que le cours de la devise nationale subisse un changement notable pour avoir un effet prix-change, sur cette partie importée. Par ailleurs, concernant les exportations, ces dernières forment la part externe de l'Offre globale. A cet égard, la vente des exportations fait aussi partie des conditions pour que l'équilibre naturel se réalise, faute de quoi des ajustements volume-prix auront lieu, touchant plus particulièrement le secteur de la production tourné vers le RdM. Au même titre que la demande, il existe donc une offre déterminée et une offre effective, laquelle dépend des adaptations (prix, change, volume) susceptibles de se produire et d'influencer l'offre avant sa mise en vente.

### I.2 Secteur des entreprises (équilibre naturel)

Au moment des échanges, la demande des entreprises déterminée par le système lui-même s'écrit :

$$D_{I.dét,t_1} = \alpha_I \beta_I (1 - T f_I) R_{global t_1}$$

En chiffres :  $1,3333 \times 0,209 \times 0,75 \times \text{Fr } 335'000 = \text{Fr. } 70'000$ .  
 (il s'agit de la demande propre aux entreprises)

L'offre des biens d'investissements est donnée par l'égalité :

$$O_{I\text{dét}t1} = D_{I\text{dét}t1} \frac{1 - \tau_{\text{imp}(I)}}{1 - \tau_{\text{exp}(I)}}$$

En chiffres :  $O_{I\text{dét}t1} = (70'000) \times \frac{(1-0.35714)}{(1-0.30769)} + 5'000 = \text{Fr. } 70'000.$

On constate donc que le cycle {production => échange} prédétermine les deux fonctions.

### I.2.1 La Demande effective des entreprises

A partir des valeurs de structure générées par le système, la demande effective des  $E_i$  va s'exprimer selon un profil proche ou éloigné de l'empreinte donnée par le **modèle**.

Cette fonction effective est notamment sensible aux facteurs :

- **Le profit supputé engendré par l'investissement (=ROI)** : dans la plupart des cas, l'achat d'un bien durable est décidé en tenant compte du rendement net direct ou indirect que ce dernier apportera pendant son temps de vie économique. Deux flux seront déterminés sur plusieurs périodes, à savoir les coûts et les revenus. Dès lors que les recettes sont estimées plus élevées que les charges, de sorte qu'un résidu net de profit suffisamment intéressant soit généré, le projet d'achat sera jugé positivement. Un tel exercice d'évaluation, dont l'horizon est éloigné, revient à concrétiser en chiffres les anticipations effectuées par le décideur dans le futur. Ce travail est cependant périlleux puisque fondé sur des estimations que les faits peuvent démentir à tout moment.
- Le **taux d'intérêt** constitue le critère sur la base duquel sera déterminé le degré de profitabilité de la série des revenus dégagés par l'investissement en question. Ainsi, dès l'instant où  $i_I > i_F$ , le ratio de rendement fera partie du référentiel favorable à l'achat du bien analysé.
- Un **climat inflationniste** tend à favoriser les plus-values sur les actifs non monétaires soumis à revenus variables, voire indexés. Par son effet d'érosion, l'inflation favorise l'endettement et diminue la charge réelle des intérêts de la dette. Par conséquent, jusqu'à un certain point, la hausse des prix sera prise de manière occulte dans le référentiel positif d'achat. Cependant, dès le moment où les  $E_i$  savent qu'à partir d'un certain seuil les Autorités monétaires prendront des mesures adéquates pour lutter contre l'inflation, le raisonnement peut s'inverser et les anticipations s'inscrire dans le cadre du référentiel négatif du choix d'investir.
- **Stratégie de l'entreprise** : répétons que limiter la décision d'investir au seul critère de l'intérêt (ou du rendement) est une amputation de la réalité économique. En effet, l'entrepreneur ne peut se contenter d'administrer son entreprise ; il est tenu par les circonstances de gérer son affaire dans le sens de définir une stratégie globale, laquelle intègre le facteur investissement en tant que moyen à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Il s'agit donc d'une opération d'anticipations intégrant la majorité des variables de l'entreprise. Dans un tel cas, on conçoit sans difficulté que l'élément profit ne soit pas seul déterminant quant à la décision d'acheter ou de renoncer.
- **Capacité d'autofinancement** : une entreprise à faible capacité d'autofinancement sera handicapée, ses possibilités stratégiques de croissance, voire simplement défensives, étant alors singulièrement restreintes. Avec une liberté de mouvement limitée et des chances réduites de reconstituer rapidement une trésorerie sollicitée par des dépenses d'investissement, une telle société est fragile devant les risques inhérents à toute décision, même mûrement réfléchie.
- La **capacité d'emprunt** d'une firme a ses limites par rapport à ses fonds propres, et à certains actifs (débiteurs, immeubles, etc.) ; il suffit donc que l'endettement global ait atteint son plafond pour que l'entreprise concernée soit dans l'incapacité de financer l'investissement souhaité. A ce titre, une détérioration de la valeur des actifs est susceptible d'altérer

- sérieusement la solvabilité de la société, même de la mettre en danger. On relèvera que la politique de crédits suivie par les banques joue un rôle crucial concernant les investissements.
- Sous le terme de contexte institutionnel, sont compris tous les systèmes hors économie, exerçant une influence sensible sur la marche des entreprises, voire orientant leurs activités. A cet égard, on citera les domaines politique, juridique, social, sans compter les déterminants du type : géographie, démographie, richesses naturelles, emplois, qualité de la formation, etc.

La  $D_{1\text{eff}}$  est tributaire de 5 éléments à fort impact, exerçant une influence positive ou négative suivant les cas. Le dernier facteur énoncé marque son empreinte à plus long terme à cause de son caractère structurel.

Fig. 4 - Conditions de l'équilibre naturel, secteur des entreprises

Structure	Réalité
$D_1 \text{ dét. en } t_0 \Rightarrow O_1 \text{ dét. en } t_1$	$D_{1\text{eff. en } t1} = O_{1\text{eff. en } t1}$ - la fonction $D_1$ devient effective sous l'influence des 7 facteurs vus plus haut - la fonction $O_1$ devient effective sous l'influence de : . effet change (variable rapide) . effet prix (variable rapide) . effet volume (variable plus lente)

### I.3 Le secteur public (équilibre naturel)

La demande du secteur public, déterminée par le système, s'écrit :

$$D_{\text{état dét. } t1} = \alpha_e(\beta_m T f_m + \beta_I T f_I + \beta_e) R_{\text{global } t1}$$

En chiffres :  $D_{\text{état dét}} = 335'000 \times 1.166667 \times (0.7463 \times 0.11 + 0.209 \times 0.25 + 0.0448) = 70'000$

L'Offre de biens et prestations publics est donnée par l'égalité :

$$O_{\text{état dét. } t1} = (D_{\text{état dét. } t1}) \frac{1 - t_{\text{imp}_e}}{1 - t_{\text{exp}_e}} - Fr\ 5'000 = Fr. 65'000$$

Dans le cadre de la matrice R/C, fig. 2, l'Offre publique  $PIB_{e\ t1}^e$  est autoconsommée ; de ce fait, la correspondance entre la demande effective et la demande déterminée est très étroite, par conséquent l'équilibre naturel est rarement contrarié. La demande publique s'exprime également au niveau des biens d'investissements produits par le secteur des  $E_i$  (en l'occurrence Fr 5'000) d'où la possibilité de voir la demande effective de l'Etat, soit  $D_{e\text{eff}}^I$ , ne pas correspondre à l'empreinte de cet agrégat.

L'équilibre naturel des échanges est donc atteint lorsque la  $D_{\text{eff}}$  présente un profil proche de celui de la  $D_{\text{dét}}$  et pour autant que l' $O_{\text{eff}}$  reste quasi identique à celle déterminée par le système. Les conditions que l'on vient d'énoncer sont presque jamais réunies, faisant de l'équilibre précité un moment rare de l'Economie. En réalité, des ajustements se produisent de manière continue, souvent sous la contrainte pour l'un ou l'autre partenaire.

### II. Equilibre contraint (ou forcé)

Dès l'instant où l'une ou l'autre des valeurs, cette fois réelle, des variables du modèle s'écartent trop de celles d'équilibre, alors le système s'égalisera sous contrainte. Considérons donc la matrice R/C effective après les échanges :

Fig. 5 - Matrice R/C déterminée et effective

**Matrice R/C - comparaison entre la  $D_{\text{globale}}$  déterminée et la  $D_{\text{globale}}$  effective**

	R(mén)	R(Ei)	R(état)	variat. Stocks	Offre globale	Export.	Import.	PIBglob.
PIB(mén)	<i>210'000</i> <b>214'000</b>			1 250	<i>210'000</i> <b>215'250</b>	<i>70'000</i> <b>71'750</b>	<i>80'000</i> <b>82'000</b>	<i>200'000</i> <b>205'000</b>
PIB(I)		<i>70'000</i> <b>71'050</b>	<i>5'000</i> <b>5'075</b>	750	<i>75'000</i> <b>76'125</b>	<i>20'000</i> <b>20'300</b>	<i>25'000</i> <b>25'375</b>	<i>70'000</i> <b>71'050</b>
PIB(état)			<i>65'000</i> <b>65'000</b>	0	<i>65'000</i> <b>65'000</b>	0	0	<i>65'000</i> <b>65'000</b>
RnonD	<i>12'500</i> <b>8'500</b>	0	0		<i>12'500</i> <b>8'500</b>			
Impôts	<i>27'500</i> <b>27'500</b>	<i>17'500</i> <b>19'013</b>	<i>-45'000</i> <b>-46'513</b>			OdeFP = Fr	<i>27'500</i> <b>23'825</b>	DdeFP = Fr
acte[E-]		<i>-12'963</i> <b>-15'263</b>	<i>-8'488</i> <b>-8'563</b>		<i>-21'450</i> <b>-23'825</b>			<i>27'500</i> <b>23'825</b>
BalCom				RdM $\rightleftharpoons$	<i>15'000</i> <b>15'325</b>			
Total	<i>250'000</i> <b>250'000</b>	<i>70'000</i> <b>76'050</b>	<i>15'000</i> <b>15'000</b>	<i>15'000</i> <b>15'325</b>	<i>350'000</i> <b>356'375</b>	<i>90'000</i> <b>92'050</b>	<i>105'000</i> <b>107'375</b>	<i>335'000</i> <b>341'050</b>

Prod. en cours => Offre en t3 :

Alpha(c) =	0.9618	<i>0.9438</i>	Bêta(m) =	0.7330	<i>0.7463</i>		
Alpha(I) =	1.2676	<i>1.2273</i>	Bêta(I) =	0.2230	<i>0.2090</i>	Tdéficit public	<b>2.5%</b>
Alpha(état) =	1.1392	<i>1.1380</i>	Bêta(état) =	0.0440	<i>0.0448</i>	Tdéficit BalCom	<b>4.5%</b>
T(fisc)mén =	0.1100	<i>0.1100</i>	T(fisc)Ei =	0.2500	<i>0.2500</i>		
Timp(m) =	0.3832	<i>0.3810</i>	Timp(I) =	0.3510	<i>0.3571</i>	Egalité de base :	
Texp(m) =	0.3521	<i>0.3500</i>	Texp(I) =	0.3020	<i>0.3077</i>		<b>1.0000</b>

**Commentaires :**

- L’empreinte de la matrice est traduite par les chiffres en italiques, tandis que les valeurs effectives, exprimées par les agents, figurent à droite de l’espace qui leur sont attribué.
- Dans cet exemple, la pression de la demande impatiente a permis aux entreprises de hausser leurs prix de vente à concurrence de Fr 6'050, soit Fr 5'000 sur le PIB<sub>m</sub> et Fr 1'050 sur le PIB<sub>I</sub>.
- Par contre des invendus de, respectivement Fr 1'250 et Fr 750, sont à charge des vendeurs, prenant alors le caractère d’investissement contraint, notamment concernant le PIB<sub>m</sub>; en effet, la formation de stock d’invendus s’intègre après-coup dans le PIB<sub>I</sub>.
- Les écarts entre la  $D_{\text{globale}}^{\text{dét.}}$  Et la  $D_{\text{globale}}^{\text{eff.}}$  sont toutefois tels que le système est capable de les absorber rapidement durant le cycle, si bien que l’équilibration du système n’est pas compromise.
- On observe que  $\alpha I$  progresse de 1,2273 à 1,2676, contraint par la formation des invendus. En même temps,  $\alpha c$  passe de 0,9438 à 0,9618, les ménages acceptant de payer plus cher les biens/services achetés.
- Les exportations et les importations subissent des modifications mineures en l’espèce, en vue de simplifier la simulation de notre modèle R/C.
- Pour que l’équilibration en question ne soit pas compromise, il est cependant indispensable que le **dispositif** présente une flexibilité d’ajustement suffisante de la part des acteurs de l’Economie. Cas contraire, des adaptations auront alors lieu au cours des cycles suivants rompant ainsi, avec plus ou moins de force, cet état d’harmonie.
- En l’occurrence, l’égalisation du modèle se produira, mais sous la contrainte modifiant le comportement des Ei, dans le sens que ces derniers chercheront à ajuster leur offre prochaine à la nouvelle situation. L’équilibration du système est donc très précaire et porteuse d’ajustements perturbateurs, dont les mécanismes seront vus aux chapitres suivants.

**III. Continuité de l’équilibre des échanges**

Une des conditions mise en évidence précédemment veut que le profil de la matrice R/C, de période en période, reste proche de manière à éviter des ruptures brutales. En d’autres termes, pour qu’il y ait **continuité** du cycle, il est impératif que les écarts de valeur demeurent limités de sorte que les perturbations ainsi engendrées soient absorbées sans difficulté par le système lui-même, cela grâce à ses propres capacités d’équilibration, dont on a déjà parlé.

Dès l'instant où les mécanismes en question se révèlent insuffisants, c'est à une intervention extérieure qu'il convient alors de faire appel pour en contenir les effets. Cette intervention éminemment politique est assurée par les Autorités habilitées à prendre les mesures qui s'imposent. Cette capacité de réagir dépend de trois termes qui sont :

- L'écoulement du temps, ou encore la durée attendue du processus de correction ;
- La capacité de gain des entreprises ;
- La légitimité et la compétence reconnues à l'Etat.

Le profit d'une entreprise constitue, selon toute évidence, sa meilleure arme pour faire face aux multiples changements subis par son environnement. Par sa profitabilité une entreprise se libère des contraintes qui ont tendance à l'étouffer, lui permettant une certaine liberté d'action, donc de décision. Par ailleurs, la rigidification des procédures de travail, leur complexification, augmente non seulement les coûts de fabrication, mais aussi les temps de production et de mise en vente. Par conséquent, les délais d'ajustement marquent pareillement une tendance à s'allonger freinant, voire bloquant les réponses cohérentes du système.

Dès lors que les termes en question se dégradent, et c'est alors l'ossification des structures qui s'installe insidieusement, faisant de l'Economie un appareil incapable de réagir aux sollicitations de son milieu et en permanence sous soins intensifs. A cet égard, les pays sous régime communiste constituent une excellente illustration de cette évolution négative. Cependant, il convient d'insister avec force sur le fait que le capitalisme n'échappe pas à ce danger, les signes avant-coureurs se manifestant déjà.

Dans un tel contexte, il est légitime que l'entrepreneur cherche à réduire les incertitudes, facteurs de risque, selon deux voies :

- Par la planification de son activité, sur le moyen terme, voire un horizon plus éloigné encore ;
- En agissant directement sur les données clés externes de son environnement immédiat, par des stratégies d'intégration ou d'influence, pour ne pas parler, dans certains cas, de moyens moins orthodoxes.

En plus de cette deuxième condition, vient s'ajouter une troisième, laquelle a trait plus spécifiquement à une dysharmonie des valeurs d'équilibre des variables concernées. Une telle situation se rencontre lorsque les valeurs en question, trop élevées, étreignent le système et resserrent sa zone d'équilibration, le rendant donc vulnérable et fragile.

L'équilibre que l'on vient d'analyser est limité aux échanges, l'intention étant de familiariser le lecteur, par une première approche, à la notion dynamique d'équilibration du système, plutôt qu'à celle statique des égalités. Il ne fait cependant pas de doute que le secteur financier participe étroitement à ce processus, participation qui sera traitée au chapitre No II.11. La dynamique de l'Economie s'exprime notamment par les procédures d'ajustements naturels ou forcés qui se réalisent continuellement. Par conséquent, les adaptations dont il est fait mention constituent le prochain thème du chapitre qui suit.